

**XI ème Congrès Forestier Mondial
Antalya (Turquie)
13 - 22 octobre 1997.**

Note synthétique servant de rapport de mission

**Dominique LOUPPE
Cirad-Forêt
N'Klo OUATTARA
IDEFOR-DFO**

Novembre 1997

Le thème du Congrès était :

La foresterie pour le développement durable : vers le XXIème siècle.

Plus de 4.000 personnes ont participé au Congrès

La recherche forestière de Côte d'Ivoire était représentée à ce congrès par deux personnes :

LOUPPE Dominique du CIRAD-forêt et
OUATTARA N'Klo de l'IDEFOR-DFO

et par cinq publications :

- Ahoba, A. Valorisation des bois d'éclaircie de teck de plantation en Côte d'Ivoire au moyen de la scie mobile CTFT/HERVE.
- Favrichon, V.; Damio, T.; Doumbia, F.; Dupuy, B.; Higuchi, N.; Kosasi, K.; Maître, H-F.; Nguyen-The, N.; Petrucci, Y. & Sist, P. Réaction de peuplements forestiers tropicaux à des interventions sylvicoles.
- Louppe, D. & Ouattara, N. Influence du Karité sur les productions agricoles du Nord de la Côte d'Ivoire
- Louppe, D. & Ouattara, N. Réflexions pour un aménagement durable des forêts sèches soudano-guinéennes
- Louppe, D & Ouattara, N. Croissance en plantation de quelques essences ligneuses du Nord de la Côte d'Ivoire

Les compte-rendus publiés avant le congrès indiquent que 1187 articles ont été soumis. Ceux-ci ont été classés selon 4 niveaux :

- Articles non publiés (16,6 % des propositions) mais dont le titre est signalé dans l'index des communications.
- Articles dont le résumé est publié dans la langue d'origine (42,2 %) dont celui de

Ahoba

- Articles dont le résumé est publié dans les trois langues officielles des Nations-Unies et dont une présentation orale a été demandée (31,8 %) dont les trois articles de Louppe & Ouattara
- Articles dont le texte est publié en intégralité dans les trois langues officielles des Nations-Unies et dont une présentation orale a été demandée (9,4 %) dont l'article de Favrichon et al.

Il est difficile de synthétiser les résultats d'un tel congrès d'autant plus qu'il a été impossible à chacun d'assister à la totalité des sessions. Aussi, les premiers jets des conclusions officielles sont présentés en annexes. Il s'agit de :

- la Déclaration d'Antalya du XIème Congrès Forestier Mondial : La foresterie pour le développement durable : vers le XXIème siècle.
- les Conclusions et Recommandations des 8 sections suivantes
 - Ressources forestières et arborées
 - Forêts, diversité biologique et conservation de l'héritage "Nature"
 - Fonctions de protection et fonctions environnementales des forêts
 - Fonctions de production des forêts
 - Contribution économique de la foresterie au développement durable
 - Dimensions sociales de la contribution de la forêt au développement durable
 - Législations, institutions et moyens pour un développement forestier durable
 - Aspects éco-régionaux
- les résumés des 43 sessions par thèmes (et sous-thèmes pour les éco-régions)

A ces annexes sont ajoutés les documents suivants qui nous semblent importants :

- L'avenir de la foresterie mondiale : la gestion durable des forêts (de D. Harcharik ADG Forêts - FAO)
- Les défis de la foresterie pour le développement durable : les défis posés à la recherche forestière (de J. Burley - IUFRO)
- Le rapport résumé de la Consultation d'experts sur la recherche forestière - Accra (Ghana), 30 septembre - 2 octobre 1997.

Enfin, sont joints les textes (version de la présentation orale) résumés des communications de M. Louppe & Ouattara

Essai de synthèse des conclusions du XIème Congrès Forestier Mondial

Nous essayerons ci-après de faire ressortir quelques idées maîtresses concernant l'avenir de la foresterie et de la recherche forestière tropicales ; plus particulièrement ivoiriennes.

L'interdépendance de l'Homme et de la Forêt est plus marquée, plus déterminante qu'elle ne

l'a jamais été au cours de l'histoire de l'humanité. Les forestiers ont l'obligation et le privilège de relever le défi de servir la société actuelle tout en préservant les ressources naturelles encore subsistantes pour les générations à venir.

La forêt joue un rôle essentiel sur le maintien des sols (fertilité et anti-érosion) et sur les ressources en eau (approvisionnement des nappes phréatiques) qui seront parmi les problèmes majeurs de l'humanité dans le prochain millénaire. Le déboisement et l'urbanisation favorisent le ruissellement au dépend de l'infiltration provoquant inondations, tarissement des puits et accélération de la désertification dans les zones sensibles.

Les rôles environnemental et productif de la forêt, pour perdurer dans le temps, nécessitent que la ressource soit mieux connue, mieux gérée et mieux valorisée.

La connaissance de la ressource et de ses tendances évolutives permettra de prendre les décisions politiques appropriées au développement du secteur forestier, secteur qui ne doit pas être dissocié des autres pans de l'économie. Seule la décision politique ferme semble à même d'enrayer la dégradation des milieux forestiers. La recherche forestière a ici un rôle essentiel à jouer en fournissant aux politiques les outils de la prise de décision.

De la sensibilisation, de l'information et de la formation des populations et professionnels dépend le futur des forêts.

Il est demandé aux bailleurs de fonds d'aider les pays en développement dans ce sens (connaissance, gestion, formation). Mais tout un chacun se doit de participer au développement forestier dans la mesure de ses moyens. Des critères et indicateurs de gestion durable doivent être établis pour évaluer l'état actuel et la situation future des forêts ; la biodiversité est l'un des critères les plus importants en raison de son importance essentielle pour l'avenir. Mais comment concilier biodiversité, gestion économique des forêts et développement national ?

La recherche sur la biodiversité, incluant les connaissances traditionnelles sur l'usage des plantes, sur leurs potentialités économiques, etc. doit être renforcée afin de développer des actions stratégiques de conservation et de valorisation.

L'aspect socio-économique de la foresterie ne doit pas être sous-estimé car la forêt subvient à une part non négligeable des multiples besoins des populations. La valeur économique des produits ligneux ou non, issus de la forêt est presque toujours sous-évaluée économiquement surtout dans les pays en développement. Une meilleure méthode d'estimation de la valeur réelle des produits forestiers ligneux ou non (notamment de la part auto-consommée ne figurant pas dans les statistiques nationales) donnerait plus de poids au secteur forestier dans l'économie et la politique nationales. Le domaine forestier national doit être bien délimité, protégé et aménagé rationnellement pour jouer, à long terme, l'ensemble des rôles qui lui sont dévolus. Cependant, il ne faut pas minimiser son rôle social (cueillette, pâturage, etc.) et économique pour les populations de ou riveraines de la forêt.

Les forêts naturelles doivent être exploitées avec des méthodes plus douces, moins destructives qu'actuellement. Méthodes qui devront être plus des opérations sylvicoles que de l'exploitation minière. Ces techniques douces sont encore à mettre au point. De plus, la valorisation économique des produits forestiers non ligneux est à développer au profit des

populations vivant de la forêt.

Les forêts artificielles sont appelées à jouer un rôle croissant face à la régression des forêts naturelles pour raison d'accroissement des surfaces cultivées et d'appropriation foncière. Ces plantations hautement productives permettront de réduire la pression sur les formations naturelles. Les plantations sont en passe de devenir la principale source de matière première bois. Cependant, une recherche importante est nécessaire pour augmenter la diversité des essences utilisées dans ces boisements. La communication présentée dans ce sens par la recherche ivoirienne a été particulièrement bien accueillie et a servi de référence pour demander que de tels travaux soient étendus aux autres pays de la zone inter-tropicale.

Les techniques sylvicoles doivent être améliorées, les modes d'aménagement également afin de garantir une pérennité de la production. Les techniques d'abattage et de transformation doivent mieux valoriser la production. Une recherche performante doit également être développée dans ces domaines.

Le pâturage en forêt peut être un mode de gestion des herbacées et de la régénération des ligneux. L'interdépendance entre bétail, feux et forêt doit être mieux étudiée.

Le rôle de l'arbre dans l'espace rural semble également avoir été sous-estimé par le passé et les législations forestières ne lui sont pas favorables. Il est, pour ces raisons, demandé aux gouvernements de revoir cette législation afin de favoriser une meilleure gestion des terres et d'accroître la production de bois et autres ressources forestières non ligneuses au niveau des exploitations agricoles. La foresterie urbaine et périurbaine est aussi une source non négligeable de bois énergie et mériterait d'être étudiée plus attentivement pour être optimisée.

Le tourisme écologique (faune sauvage essentiellement) peut apporter des ressources pour financer l'aménagement des espaces protégés.

Il a été demandé avec insistance de développer la recherche forestière appliquée et de diffuser rapidement et largement ses résultats notamment dans les secteurs des forêts naturelles, des plantations d'arbres à croissance rapide, de l'interface agriculture/forêt (agroforesterie), de la prévention des feux de forêt et de la réhabilitation des terres dégradées (dont la désertification). Le maintien de la biodiversité et l'amélioration du matériel végétal sont deux points essentiels pour le futur. Les maladies des arbres semblent en extension et une recherche forte, en réseau international, est nécessaire.

La séquestration du carbone issu de la pollution par des plantations forestières, même si elle est illusoire à long terme, semble être un argument important si non décisif en cas de demande de financements, pour du reboisement, à certains pays du Nord à forte tendance écologique.

Une des sections a abordé le thème de la valorisation de la forêt notamment sous les formes suivantes : biens et/ou services, emplois, produits forestiers, consommation et marchés, produits manufacturés, recherche d'amélioration technologiques de transformation, commerce et certification. Le développement économique durable ne peut se faire sans l'utilisation ni la conservation des ressources disponibles ; ceci alors que la demande va croître dans un proche avenir laissant craindre un déséquilibre certain entre l'offre et la

demande. Pour répondre à cette évolution de la demande, il est indispensable de s'appuyer sur les produits les plus rentables et de maximiser les bénéfices des différentes ressources. Ainsi, de meilleurs bénéfices permettront une meilleure gestion durable des forêts. La certification (garantie que les produits forestiers viennent bien de forêts aménagées et bien gérées) n'apparaît plus comme un préalable à une bonne gestion des forêts mais comme un élément permettant de mieux valoriser les produits des forêts correctement aménagées.

La dimension sociale de la forêt et de l'arbre a été abordé dans une section spéciale. Les pressions croissantes sur les forêts pour des usages ou des intérêts très divers impliquent la mise en oeuvre d'aménagements multi-usages viables à long terme qui tiennent compte des droits d'usage des populations. Les législations doivent être modifiées pour mieux intéresser les populations au maintien voire au développement des forêts. Les aménagements devraient être élaborés en concertation et non plus imposés : c'est l'approche participative. Celle-ci est très complexe à mettre en oeuvre surtout si l'on tient compte de priorités au niveau planétaire non perceptibles localement. Dans ce sens, les Organisations non gouvernementales sont appelées à jouer un rôle de médiateur de plus en plus important entre l'Etat, le forestier, l'industriel et l'homme qui vit de ou près de la forêt. Sans oublier son rôle productif de technicien, le forestier se doit de sensibiliser chacun aux différents rôles que l'arbre et la forêt se doivent de jouer.

Les exploitants et industriels liés au secteur forestier se doivent de participer à la bonne gestion, au maintien et à l'extension des ressources forestières. Les modes de récolte doivent avoir un impact négatif moindre sur le milieu et permettre un meilleur taux d'utilisation des produits.

La place des privés dans la gestion des forêts, de l'espace agricole et de l'environnement dans son ensemble ne peut plus être négligée. Le secteur privé représente aujourd'hui, au niveau mondial, la majeure partie des investissements dans ces domaines. Les politiques nationales doivent être harmonisées au niveau mondial pour éviter que certains avantages (économiques, fiscaux ou autres) dans certains pays ne conduisent au pillage des ressources naturelles de ces pays.

La nécessité d'une coopération internationale a été maintes fois rappelée. Aussi peut-on saluer la création, pendant le congrès, de l'Association Forestière Francophone Internationale.

Les décideurs politiques doivent être mieux informés de ce que la forêt représente, aussi bien au niveau écologique que commercial afin d'être aptes à prendre des décisions judicieuses.

L'insuffisance de la recherche forestière, fondamentale aussi bien qu'appliquée, a été sans cesse évoquée. Tous les 43 thèmes et sous-thèmes ont noté le manque de connaissances scientifiques et techniques qui permettraient de mieux préserver, mieux gérer, mieux rentabiliser, mieux intégrer l'arbre et la forêt aux besoins des populations, aux demandes des industriels et surtout à l'avenir de la planète.

De nombreuses réunions hors congrès (*side meetings*), généralement provoquées par des organisations internationales, ont eu lieu dont plusieurs ont traité de la diffusion de l'information, des réseaux et de l'usage des autoroutes de l'information (WEB).

La SODEFOR a organisé l'une d'entre-elles, sur invitation, pour présenter la politique forestière ivoirienne ainsi que les réalisations de la SODEFOR. Cette présentation a été suivie d'un débat très constructif sur la forêt ivoirienne. De nombreux partenaires de la Côte d'Ivoire et autres bailleurs de fonds étaient présents.